



Immeuble Le Ouessant - Bat 3A
9, rue Maurice Fabre
35000 Rennes

Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe (CRPM)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

CRPM

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 6 rue Saint-Martin - 35700 Rennes
N° SIREN : 530 548 361

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association CRPM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CRPM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau Politique.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes





Bilan Actif

CRPME

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
	Immobilisations incorporelles en cours	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	21 869	21 869		
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		21 869	21 869		
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	286 394	253 618	32 776	21 695
Actif circulant	Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		286 394	253 618	32 776	21 695
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
	Autres	Autres				
		TOTAL				
	Total I		308 264	275 488	32 776	21 695
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 630 200	198 681	3 431 519	3 129 184
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	551 576		551 576	117 253
	TOTAL		4 181 777	198 681	3 983 095	3 246 438
	Divers	Valeurs mobilières de placement	1 354 800		1 354 800	1 856 195
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	229 938		229 938	931 157
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	111 552		111 552	117 584
		TOTAL II	5 878 069	198 681	5 679 387	6 151 375
Renvois	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		6 186 333	474 169	5 712 163	6 173 070
	(1) Dont droit au bail					
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

CRPME

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	480 914	480 914
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	2 524 827	2 513 931
	Report à nouveau	-1 209 372	-999 132
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-503 611	-199 344
	Situation nette (sous-total)	1 292 757	1 796 368
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		1 292 757	1 796 368
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	168 729	166 284
Total III		168 729	166 284
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	352 158	227 522
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	419 204	383 870
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	324 219	529 741
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	3 155 094	3 069 283
Total IV		4 250 676	4 210 417
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		5 712 163	6 173 070
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

CRPME

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	3 086 405	2 985 871
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	39 765	159 498
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	897 785	797 339
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19 373	13 481
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	25 897	9 603
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	4 069 226	3 965 793
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 497 652	1 389 988
	Aides financières	1 000	666
	Impôts, taxes et versements assimilés	42 974	46 587
	Salaires et traitements	2 066 227	1 846 487
	Charges sociales	841 692	750 498
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 620	22 007
	Dotations aux provisions	122 432	41 073
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	25 949	27 641
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	4 614 549	4 124 951
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-545 323	-159 157



Compte de résultat

CRPME

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	62 120	48 037
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	62 120	48 037
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	9
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	0	9
2. Résultat financier (III-IV)		62 119	48 028
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-483 203	-111 129
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1	1 323 10 246
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	1	11 570
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	4 969	79 106 10 246
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	4 969	89 353
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-4 968	-77 782
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		15 439	10 432
Total des produits (I + III + V)		4 131 347	4 025 402
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 634 958	4 224 746
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-503 611	-199 344
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



*Association Conférence
des Régions Périphériques
Maritimes (CRPM)
Annexe aux comptes annuels
de l'exercice clos au 31/12/2024*

Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changement de méthode comptable	8
5.1.2	Changements d'estimation	8
5.1.3	Corrections d'erreurs	8
5.2	Dérogations	8
5.3	Principales méthodes comptables	8
6	Informations relatives aux postes du bilan	9
6.1	Actif immobilisé	9
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	10
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10
6.1.3	Modalités d'amortissements	10
6.2	Actif circulant	11
6.2.1	Créances	11
6.2.2	Provision pour dépréciation des cotisations	12
6.2.3	Produits à recevoir	12
6.2.4	Tableau des VMP :	12
6.2.5	Charges constatées d'avance	13
6.3	Fonds propres	13
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	13
6.4	Fonds reportés et dédiés	14
6.4.1	Fonds dédiés	14
6.5	Provisions pour risques et charges	14
6.5.1	Tableau des provisions pour charges	14

6.6	Dettes	15
6.6.1	Produits constatés d'avance	15
6.6.2	Charges à payer	16
6.6.3	Avances et acomptes reçus	16
7	Renseignements divers	17
7.1	Subventions d'exploitation	17
7.2	Cotisations	17
7.3	Tableau d'évolution des effectifs	17
7.4	Honoraires des commissaires aux comptes	17
7.5	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	18
8	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	19
8.1	Engagements pris en matière de crédit-bail	19
8.2	Autres engagements	19
8.3	Passif éventuel	19

1 Objet social

La Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe est une Association régie par la loi française 1901, modifiée par la loi du 9 octobre 1981 permettant l'adhésion des Régions européennes.

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« Cette association a pour objet de réunir des Représentants des Régions d'Europe, notamment de la périphérie maritime, qui partagent le principe d'un développement équilibré et polycentrique de l'Europe, et qui, dans cette perspective, sont désireuses de définir et promouvoir des intérêts communs. »

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Grâce à ses membres au nombre de plus de 150 régions issues de 24 Etats de l'Union Européenne (et au-delà), son principal objectif se concentre sur la cohésion sociale, économique et territoriale, les politiques maritimes et la croissance bleue, et l'accessibilité. La gouvernance européenne, l'énergie et le changement climatique, le voisinage et le développement, représentent également d'importants domaines d'activités de l'association

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements : Principalement du matériel informatique. 28 k€ d'investissements sur 2024.
- Ressources humaines - Présence dans 5 pays :
 - Belgique : 16,77 ETP
 - Espagne : 5,75ETP
 - France : 11,86 ETP
 - Grèce : 1 ETP
 - Italie : 1 ETP
- Autres moyens/dépenses engagées
 - Cotisations facturées aux membres
 - Subventions reçues des différentes commissions des membres de l'Union Européenne

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

- Démission du Président Monsieur Loïg Chesnais-Girard en juin 2024.
- Nomination de la Présidente par intérim Madame Gunn Marit Helgesin jusqu'au 04 octobre 2024
- Nomination du Président Philip Reinhag le 04 octobre 2024.
- Nomination du Secrétaire général par intérim Davide Strangis le 19 décembre 2024 à la suite du départ de la Secrétaire Générale titulaire Eleni Marianou
- Trois nouvelles régions ont adhéré à la CRPME en 2024 : Central Ostrobothnia (Finlande), Västernorrland (Suède) et Vlorë (Albanie). Par ailleurs, la scission des régions norvégiennes a respectivement donné lieu à l'adhésion des régions Buskerud et Østfold (suite à la scission de la Région Viken), ainsi que des régions Vestfold et Telemark (suite à la scission de la Région Vestfold og Telemark). »

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 modifié par l'ANC n°2020-08, et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 *Actif immobilisé*

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.



6.1.1 *État de l'actif immobilisé (brut)*

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions	Sorties	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	21 869			21 869
Immobilisations corporelles	261 071	27 701	2 378	286 395
TOTAL	282 940	27 701	2 378	308 264

6.1.2 *Amortissements de l'actif immobilisé*

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	21 870			21 870
Immobilisations corporelles	239 375	16 620	2 378	253 618
TOTAL	261 245	16 620	2 378	275 487

6.1.3 *Modalités d'amortissements*

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Logiciel	Linéaire	20%
Installations générales	Linéaire	20%
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	20%
Mobilier	Linéaire	20%

6.2 *Actif circulant*

6.2.1 *Créances*

Créances	Montant net	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances usagers et comptes rattachés	3 431 519	3 431 519	
Autres créances	551 576	551 576	
Charges constatées d'avance	111 552	111 552	
Total	4 094 647	4 094 647	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6.2.2 *Provision pour dépréciation des cotisations*

La provision pour dépréciation des cotisations figurant au bilan de l'Association pour 198 682 € correspond au risque de non-recouvrement de certaines cotisations.

Le détail de la provision est le suivant :

REGIONS	CRPM	CAA	BBSC	CDI	NSC	CIM	TOTAL
TIRANA 2021			1 029,00			1 573,00	2 602,00
ABRUZZO 2020	16 137,00					5 219,00	21 356,00
RABAT SALE KENITRA 2021						1 573,00	1 573,00
RABAT SALE KENITRA 2020						1 615,00	1 615,00
RABAT SALE KENITRA 2023						1 615,00	1 615,00
SHKODER 2021						1 573,00	1 573,00
HIGHLAND 2022	5 500,00				5 171,00		10 671,00
TIRANA 2022			1029			1 573,00	2 602,00
GALATI 2024	4 138,00		1 057,00				5 195,00
GALATI 2023	3 885,00		1 057,00				4 942,00
GALATI 2022	3 885,00		1 029,00				4 914,00
GALATI 2021	3 868,00		1 029,00				4 897,00
TIRANA 2023			1 057,00			1 615,00	2 672,00
IPEIROS 2024	4 138,00					5 360,00	9 498,00
IPEIROS 2023	3 990,00					5 360,00	9 350,00
IPEIROS 2021	3 868,00					5 219,00	9 087,00
IPEIROS 2020	3 818,00					5 219,00	9 037,00
VOREIO AIGAI0 2024	4 138,00		1 057,00				5 195,00
VOREIO AIGAI0 2023	3 990,00		1 057,00				5 047,00
VOREIO AIGAI0 2022	3 885,00		1 029,00				4 914,00
ABERDEEN CITY 2023	11 966,00				3 541,00		15 507,00
SOUTHEND ON SEA 2023	5 648,00				3 541,00		9 189,00
NORMANDIE 2024	44 153,00						44 153,00
TOTAL	127 007,00	-	10 430,00	-	12 253,00	37 514,00	187 204,00

Une provision a également été comptabilisée pour des loyers en Belgique pour un montant de 11 478€.

6.2.3 *Produits à recevoir*

Les produits à recevoir figurant dans les autres créances pour un montant de 485 467 € et correspondent uniquement à des subventions à recevoir relatives aux projets de coopération. Ces produits à recevoir ont été estimés sur la base des dépenses engagées au 31 décembre 2024, et sur le taux de co-financement propre à chaque projet de coopération.

6.2.4 *Tableau des VMP :*

Titre	Valeur d'acquisition et intérêts capitalisés	Cours à la clôture de l'exercice	Plus-value latente	Moins-value latente
Livrets bancaires	749 141	749 141		
Cardiff Assurance vie	605 659	605 659		
TOTAL	1 354 800	1 354 800		

6.2.5 Charges constatées d'avance

Le montant des charges constatées d'avance figurant à l'actif du bilan est de 111 553 € et correspond à des charges de fournisseurs externes.

6.3 Fonds propres

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Libellés	Solde au début de l'exercice	Affectation résultat	Autres mouvements	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	480 914			480 914
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves CRPM	2 513 931	10 896		2 524 827
Report à nouveau	- 999 132	- 210 240		-1 209 373
Excédent ou déficit de l'exercice	- 199 344	- 199 344	- 503 611	- 503 611
Situation nette	1 796 369	-	- 503 611	1 292 757
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Total	1 796 369	-	- 503 611	1 292 757

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Néant au 31/12/2024 (ainsi qu'au 31/12/2023)

6.5 Provisions pour risques et charges

6.5.1 Tableau des provisions pour charges

Libellés	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice couvrant une charge de l'exercice	Diminutions : Reprises de provision sans objet	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour charges (IDR)	166 284	2 445			168 729
Total	166 284	2 445			168 729

La provision indemnités de retraite pour les salariés France s'élevant à 52,9 k€ est calculée selon la méthode des unités de crédits projetés :

- Taux d'actualisation : 3,10 %
- Taux annuel moyen d'évolution des rémunérations : 1,50 %
- Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité Hommes et Femmes officielles
- Taux de charges sociales : 57 %

Une provision pour un contrat retraite est également comptabilisée pour les salariés de Barcelone pour un montant global de 116 k€ au 31.12.2024.

6.6 Dettes

Dettes	Montant net	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- A 2 ans au maximum à l'origine				
- A plus de 2 ans à l'origine				
Avances et acomptes reçus				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	352 158	352 158		
Dettes fiscales et sociales	419 204	419 204		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	324 219	324 219		
Produits constatés d'avance	3 155 094	3 155 094		
Total	4 250 676	4 250 676		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

6.6.1 Produits constatés d'avance

Le montant des produits constatés d'avance figurant au passif du bilan est de 3 155 094 € et correspond aux cotisations 2025 appelées d'avance.

6.6.2 Charges à payer

Dettes fournisseurs

- Factures non parvenues au 31/12/2024 : 226 404 €

Dettes fiscales et sociales

- Charges à payer sur dettes sociales : 303 158 €

6.6.3 Avances et acomptes reçus

Les avances et acomptes figurant dans les autres dettes pour un montant de 285 088 € correspondent uniquement à des avances perçues pour des projets de coopération pour lesquels les dépenses engagées ne dépassent pas le montant des avances reçues au 31.12.24.

7 Renseignements divers

7.1 Subventions d'exploitation

Union Européenne : 894 735 €

Collectivité Territoriales : 3 050 €

7.2 Cotisations

Le total des cotisations figurant au niveau des produits du compte de résultat est de 3 086 405 € il peut se détailler ainsi :

- Cotisations régions membres CRPM :	2 391 286 €
- Contributions Com. Arc Atlantique :	81 600 €
- Contributions Com. Mer Baltique :	147 000 €
- Contributions Com. Des Iles :	118 762 €
- Contributions Com. Méditerranée :	175 043 €
- Contributions Com. Mer du Nord :	161 087 €
- Contributions Com. Balkans/Mer Noire :	11 627 €

7.3 Tableau d'évolution des effectifs

	Effectif moyen 2024	Effectif moyen 2023
Contrats à durée indéterminée	31,93	28,76
Contrats à durée déterminée	1,28	1,00
Volontaires Internationaux en Entreprise (Contrats Business France)	3,17	4,16
TOTAL	36,37	33,92

7.4 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	10 k€
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	10 k€

7.5 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

La rémunération des six plus hauts cadres dirigeants élus bénévoles ainsi que les avantages en nature sont nuls et la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants salariés, ainsi que leurs avantages en nature n'est pas divulguée car cette information correspondrait à divulguer une donnée personnelle.



8 **Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**

8.1 ***Engagements pris en matière de crédit-bail***

Type de leasing	Date de souscription	Durée	Loyer mensuel	Charges enregistrées sur l'exercice	Engagements à venir	
					Mois restant à courir	Engagement financier
Véhicule de fonction 1	01/07/2023	60 mois	1 249	14 994	42	52 452
Photocopieur Xerox Bruxelles	13/12/2018	72 mois	433	5 199	-	11
CPRO – Photocopieur Rennes	01/03/2021	67 mois	468,82	5 886	21	7 505
TOTAL				26 079		59 968

8.2 ***Autres engagements***

La CRPM dispose également d’une enveloppe de 56 825€ pour garanties internationales.

8.3 ***Passif éventuel***

Dans le cadre d’un litige salarial, la CRPM a été appelée dans une procédure devant le Tribunal du travail francophone de Bruxelles le 25 mars 2025. A la date d’arrêté des comptes et à ce stade de la procédure, une obligation pour la CRPM liée à ce litige n’est ni probable ni certaine. Sur la base de l’article 832-13 du Plan Comptable Général, les informations relatives à ce litige ne sont pas fournies.